

RAPPORT ANNUEL DU
REPRESENTANT DU CONSEIL SUPERIEUR

Au 1er janvier 1977, les effectifs scolaires s'élevaient à 10.024 élèves, ce qui constitue une augmentation de plus de 250 élèves par rapport au 1er janvier 1976. L'augmentation est particulièrement sensible à Bruxelles et à Luxembourg. Elle résulte en grande partie du développement des sections de langues anglaise et danoise. Cette année encore, des demandes d'inscription ont dû être refusées à la suite du manque de locaux de certaines Ecoles.

Les Ecoles européennes de Karlsruhe et de Bergen continuent à se développer de façon satisfaisante. A Varese, les effectifs de la population scolaire semblent s'être stabilisés, tandis qu'à Mol un recul a dû être enregistré.

Répartition des élèves par cycle d'études
au 1er janvier 1977

	<u>Maternel</u>	<u>Primaire</u>	<u>Secondaire</u>	<u>Total</u>
Luxembourg	243	965	1.064	2.272
Bruxelles I	126	952	1.635	2.713
Bruxelles II	97	588	118	803
Mol	75	365	530	970
Varese	147	694	929	1.770
Karlsruhe	83	389	390	862
Bergen	83	283	268	634
	854	4.236	4.934	10.024

Corps enseignant au 1er janvier 1977

Luxembourg	128
Bruxelles I	187
Bruxelles II	30
Mol	87
Varese	117
Karlsruhe	61
Bergen	40
	<u>650</u>

Le nombre des bacheliers des Ecoles européennes a augmenté régulièrement. En 1976, 365 candidats se sont présentés aux épreuves du Baccalauréat européen : 341 candidats ont été reçus. Depuis 1959, date de la première session du Baccalauréat européen, 2.578 jeunes filles et jeunes gens ont achevé avec succès leurs études secondaires dans les Ecoles européennes.

Après ces brèves indications chiffrées, je voudrais commenter les principaux problèmes qui se posent actuellement dans le cadre des Ecoles européennes.

*

*

*

I. PROBLEMES DES LOCAUX

a) ECOLE EUROPEENNE DE LUXEMBOURG

La situation est satisfaisante dans l'ensemble grâce au nouveau complexe scolaire que le gouvernement luxembourgeois a construit au cours des dernières années.

Cependant, comme je l'ai déjà signalé l'an dernier, le nombre de salles de gymnastique est insuffisant pour répondre aux besoins de l'école et d'autre part le bâtiment de l'école primaire est déjà arrivé à la limite de la saturation de sorte que des problèmes pourraient s'y poser prochainement, si de nouveaux dédoublements de classe étaient nécessaires.

Je suis persuadé que le gouvernement luxembourgeois, qui a déjà donné de nombreuses preuves de sa générosité à l'égard de l'Ecole européenne, saura prendre les mesures nécessaires pour résoudre les problèmes actuels et futurs.

* * *

b) ECOLES EUROPEENNES DE BRUXELLES

Les besoins des Ecoles européennes de Bruxelles sont loin d'être satisfaits, d'une part parce que ces écoles sont encore en plein développement à la suite de la création des sections de langues anglaise et danoise, d'autre part parce que les pavillons de l'école primaire à Uccle sont dans un état de vétusté tel que leur remplacement devient indispensable.

Le gouvernement belge construit les bâtiments supplémentaires dont les Ecoles européennes de Bruxelles ont besoin selon un programme étalé sur plusieurs années et je tiens à lui exprimer la reconnaissance du Conseil supérieur pour la générosité dont il fait preuve.

A l'Ecole européenne de Bruxelles I les crédits sont engagés pour la construction d'un nouveau bâtiment destiné à remplacer une partie des pavillons qui doivent être mis hors d'usage. Les travaux devraient commencer au cours du mois de juin.

A l'Ecole européenne de Bruxelles II la construction de la deuxième tranche des bâtiments est presque achevée de sorte que les deuxième et troisième années du cycle secondaire pourront être accueillies en septembre prochain. La troisième tranche destinée aux classes supérieures du cycle secondaire est en préparation. Je voudrais insister auprès des autorités belges pour que les travaux commencent le plus rapidement possible. Cette troisième tranche, qui comprend également l'extension de la cantine, devrait être achevée en partie en 1978 et entièrement en 1979, de sorte que l'Ecole puisse faire face à ses obligations. Je fais appel à la délégation belge pour qu'elle transmette ces vœux aux autorités compétentes.

* * *

c) ECOLE EUROPEENNE DE VARESE

L'Ecole européenne de Varese doit faire face à deux problèmes particulièrement pressants en matière de locaux.

Elle ne dispose pas d'assez de locaux pour les besoins de l'école secondaire dont les effectifs ont augmenté régulièrement au cours des dernières années. En outre la cantine est beaucoup trop exigüe pour accueillir tous les élèves qui margent à l'école et les installations, qui ne sont pas adaptées aux nécessités actuelles, ne permettent pas une bonne gestion de la cantine.

Si le gouvernement italien voulait bien construire une nouvelle cantine scolaire, les deux problèmes ci-dessus seraient résolus en même temps. En effet les nouveaux locaux permettraient de servir les repas dans de bonnes conditions. Les locaux utilisés actuellement par la cantine pourraient être attribués à l'école secondaire qui disposerait ainsi des salles supplémentaires dont elle a besoin.

Je fais appel une fois de plus à la délégation italienne, qui a déjà souvent montré sa sympathie agissante pour l'Ecole européenne de Varese, pour qu'elle demande instamment aux autorités responsables de réaliser le plus rapidement possible la construction supplémentaire, dont l'Ecole a le plus urgent besoin.

* * *

d) ECOLE EUROPEENNE DE BERGEN

La construction des nouveaux bâtiments de l'Ecole européenne de Bergen progresse selon les plans établis. Les travaux se poursuivent sans relâche et tous les efforts sont entrepris pour respecter les promesses qui ont été faites. Je suis persuadé que les délais prévus pourront être respectés de sorte que l'Ecole européenne de Bergen pourra occuper les nouveaux bâtiments à la prochaine rentrée scolaire, c'est-à-dire dans quelques mois.

Je tiens, dès à présent, à exprimer ma reconnaissance au gouvernement néerlandais et surtout à la délégation au Conseil supérieur, pour la construction de la nouvelle école, qui, j'en suis sûr, répondra aux besoins de l'Ecole européenne de Bergen.

* * *

e) ECOLES EUROPEENNES DE MOL ET DE KARLSRUHE

Aucun problème de locaux ne se pose actuellement dans ces deux écoles.

* * *

II. ELARGISSEMENT DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Les sections anglaise et danoise créées dans les Ecoles européennes de Luxembourg et de Bruxelles, à la suite de l'élargissement des Communautés européennes, continuent à se développer à un rythme très rapide.

Pour la section anglaise, à côté des classes primaires et maternelles, se sont ouvertes les six premières classes secondaires. Pour la section danoise, à côté des classes maternelles et primaires qui fonctionnent à Luxembourg et à Bruxelles, un cycle secondaire s'étendant jusqu'à présent jusqu'à la 6ème classe a été ouvert à l'Ecole européenne de Bruxelles et une première année secondaire a été créée à Luxembourg.

Le nombre d'élèves continue à augmenter de façon sensible dans les sections anglaise et danoise, comme le montrent les chiffres ci-après :

a) Section anglaise

	<u>janv. 73</u>	<u>janv. 74</u>	<u>janv. 75</u>	<u>janv. 76</u>	<u>janv. 77</u>
EE de Luxembourg	13	90	181	228	258
EE de Bruxelles	44	231	359	442	504
TOTAL	57	321	540	670	762

b) Section danoise

	<u>janv. 73</u>	<u>janv. 74</u>	<u>janv. 75</u>	<u>janv. 76</u>	<u>janv. 77</u>
EE de Luxembourg	-	22	39	44	63
EE de Bruxelles	-	37	111	153	188
TOTAL	-	59	150	197	251

En outre des classes primaires de langue anglaise fonctionnent à l'Ecole européenne de Varese. Elles comptent jusqu'à présent une trentaine d'élèves.

Je tiens à remercier une fois de plus les gouvernements des nouveaux Etats-membres pour la diligence et le soin avec lesquels ils ont désigné les enseignants qu'ils ont détachés auprès des Ecoles européennes et, d'une façon générale, pour l'appui qu'ils ont apporté depuis le premier jour de leur adhésion aux Directions des Ecoles européennes.

* * *

III. PROBLEMES JURIDIQUES

Négociation d'un Accord avec l'Organisation européenne des Brevets

J'ai négocié avec le Comité Intérimaire de l'Organisation européenne des Brevets un Accord relatif au fonctionnement de l'Ecole européenne de Munich. Cet Accord dans sa forme actuelle a reçu l'approbation du Comité administratif et financier et du Comité intérimaire de l'Organisation européenne des Brevets. Il est soumis au Conseil supérieur. Si celui-ci l'approuve à son tour, il pourra être signé dès que le Conseil d'administration de l'Organisation européenne des Brevets sera constitué.

Cet Accord marque une étape importante vers la création de l'Ecole européenne de Munich. Il fournit des bases matérielles au fonctionnement de cette Ecole et apporte notamment une solution au problème fondamental du financement.

IV. PROBLEMES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

a) Statut du personnel enseignant

Le Conseil supérieur a approuvé par la voie de la procédure écrite les propositions du Comité administratif et financier relatives aux émoluments (document 77-D-101/1 du 8 février 1977) et aux frais de mission du personnel enseignant (document 77-D-131/1 du 8 février 1977).

Conformément à la décision du Conseil supérieur les nouvelles dispositions ont été appliquées dans les Ecoles européennes avec effet au 1er juillet 1976 en ce qui concerne les émoluments et au 1er janvier 1977 en ce qui concerne les frais de mission.

Le Conseil supérieur a également approuvé par la voie de la procédure écrite les propositions du Comité administratif et financier relatives au barème du traitement du Représentant du Conseil supérieur (document 77-D-91/1 du 8 février 1977).

En outre par règlements du 29 juin 1976 et du 21 décembre 1976, le Conseil des Ministres des Communautés européennes a modifié les coefficients correcteurs applicables aux différents sièges. Conformément à l'article 23 du Statut du personnel enseignant, les nouveaux coefficients correcteurs ont été également appliqués aux enseignants avec effet au 1er janvier 1976 et au 1er juillet 1976.

	Anciens coefficients (1.7.1975)	Coenfficients appliqués du 1.1.1976 au 30.6.1976	Coefficients appliqués à partir du 1.7.1976
Belgique	148,7	157,8	157,8
République Fédérale d'Allemagne	128,8	130,9	130,1
Italie	166,6	176,6	189,3
Grand-Duché de Luxembourg	148,7	157,8	157,8
Pays-Bas	141,9	146,7	148,1

Enfin par décision du 21 décembre 1976, le Conseil des Ministres a arrêté les coefficients correcteurs suivants, en vigueur à partir du 1er janvier 1977.

Belgique	100
République Fédérale d'Allemagne	82,5
Italie	120
Grand-Duché de Luxem- bourg	100
Pays-Bas	93,9

Toutefois ces derniers coefficients ne pourront être appliqués dans les Ecoles européennes qu'au moment où le Conseil supérieur aura approuvé les barèmes de traitements, qui lui sont soumis au cours de la réunion de mai 1977. Ces nouveaux barèmes incorporent les anciens coefficients coorrecteurs pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg;

b) Financement du budget de l'Ecole européenne de Luxembourg

Au cours de sa réunion de décembre 1971, le Conseil supérieur a décidé d'appliquer pour le financement du budget de l'Ecole européenne de Luxembourg les règles qui sont appliquées aux autres Ecoles européennes. Cette décision a eu pour effet d'éliminer pour l'avenir les difficultés que le Représentant du Conseil supérieur a signalées dans son rapport de 1970.

Cependant, malgré plusieurs rappels, il reste encore une légère trace de l'ancien système : deux Etats-membres ont encore auprès de l'Ecole européenne de Luxembourg un compte débiteur qui ne se résorbe pas. Je voudrais insister pour qu'ils versent le plus rapidement possible les montants qu'ils doivent encore et qui ne sont d'ailleurs plus très élevés.

* * *

V. PROBLEMES PEDAGOGIQUES

a) Réforme de l'école primaire

Le Conseil supérieur a approuvé au cours des dernières années les principes de la réforme de l'école primaire.

Un groupe de travail, présidé par Monsieur l'Inspecteur Général COSTERS, se réunit régulièrement pour permettre la mise en application pratique de la réforme. Le groupe poursuit son travail qui est très fructueux. Il a élaboré un certain nombre de rapports qui ont reçu l'approbation du Conseil d'inspection.

b) Réforme de l'école dsecondaire

Un groupe de travail présidé par Monsieur l'Inspecteur Général DETHIER prépare une réforme de l'école secondaire. Comme le problème figure à l'ordre du jour de la réunion, le Conseil supérieur aura l'occasion de l'approfondir lors de l'examen des points B.

* * *

VI. TRAVAIL DES COMITES DE REPARATION

Les Comités de préparation, c'est-à-dire le Comité pédagogique et le Comité administratif et financier, ont poursuivi leur mission qui est fondamentale dans l'organisation des Ecoles européennes et du Conseil supérieur. Ils essayent de résoudre, souvent avec succès, les problèmes de plus en plus nombreux et souvent fondamentaux qui leur sont soumis. L'efficacité de leur travail est illustrée par les propositions précises qu'ils sont en mesure de soumettre au Conseil supérieur lors de chacune de ses sessions et dont une partie est approuvée sous les points A.

Je voudrais souligner une fois de plus l'importance de la procédure des points A. Celle-ci permet d'approuver sans discussion un certain nombre de propositions présentées à l'unanimité par les Comités préparatoires. Ainsi le conseil supérieur a le temps nécessaire pour discuter et approfondir les questions sur lesquelles un accord n'a pas encore pu se faire.

Il faut constater aussi que le travail des Comités préparatoires est de plus en plus lourd et qu'ils arrivent difficilement au bout de leurs ordres du jour. Je voudrais insister pour que le Conseil supérieur ne leur donne pas trop de mandats d'étude. Je souhaiterais que les mandats d'étude soient vraiment limités aux problèmes importants de manière que la tâche des Comités préparatoires ne soit pas alourdie par des études sans doute intéressantes, mais non indispensables. Il est certain que les Comités pourront mieux travailler, s'ils peuvent consacrer tout le temps voulu à un nombre raisonnable de questions importantes.

* * *

VII. PROBLEMES DIVERS

a) Bulletin pédagogique

Le bulletin pédagogique paraît régulièrement. En général 5 numéros sont publiés par année.

En 1978 un Bulletin spécial paraîtra à l'occasion du 25ème anniversaire des Ecoles européennes, puisqu'aussi bien la première Ecole européenne, celle de Luxembourg, a été créée en 1953.

b) Fonds des Publications

Je vous avais signalé l'an dernier que le Fonds des Publications, en coédition avec la Maison Hölzel à Vienne et grâce à l'aide indispensable de l'Office Officiel des Publications des Communautés européennes avait édité un Atlas européen.

Je puis confirmer aujourd'hui que cet ouvrage a rencontré un très grand succès en dehors des Ecoles européennes. Pour la première fois, beaucoup d'exemplaires d'un livre édité par le Fonds ont été vendus en dehors des Ecoles européennes.

J'espère que toutes les Ecoles européennes utilisent effectivement cet Atlas, car il serait vraiment regrettable que tous les élèves ne bénéficient pas des efforts importants qui ont été faits pour éditer cet ouvrage.

c) Réédition des horaires et des programmes

Les horaires et les programmes des Ecoles européennes, qui n'avaient plus été publiés depuis 1963, ont été réédités en langues française, allemande et italienne.

La version néerlandaise est sous presse et paraîtra très prochainement.

Le gouvernement du Royaume-Uni a assuré la traduction du document vers l'anglais et je tiens à lui exprimer mes plus vifs remerciements pour son aide dans ce domaine. La publication de la version anglaise aura sans doute encore lieu dans le courant de l'année 1977.

J'espère pouvoir compter sur l'aide du gouvernement du Danemark pour la traduction des programmes vers le danois.

d) Réunion des Conseils interscolaires

Comme les années précédentes, je tiens à remercier les conseils interscolaires pour le travail importants qu'ils accomplissent dans l'intérêt de l'ensemble des Ecoles européennes. Les représentants des différentes écoles que ces Conseils rassemblent collaborent dans de nombreux domaines au bon fonctionnement des Ecoles européennes. Ils jouent souvent un rôle important dans la mise en oeuvre des réformes et contribuent d'autre part à renforcer la cohésion et l'unité des Ecoles européennes et des sections linguistiques.

* * *

Je ne voudrais pas terminer ce rapport sans m'adresser au plus ancien d'entre vous qui quittera les Ecoles européennes en septembre prochain et qui assiste donc pour la dernière fois à une réunion du Conseil supérieur.

Je crois ne pas me tromper en affirmant que depuis la création des Ecoles européennes, M. DECOMBIS a participé à toutes les réunions du Conseil supérieur sans en manquer une seule. Et ce n'est pas sans émotion que jé m'aperçois que le jour est arrivé où il faut prendre congé de celui qui a réellement marqué, de son empreinte le premier quart de siècle de la vie des Ecoles européennes.

Car - est-il besoin de le dire - avec M. DECOMBIS, c'est une des grandes figures des Ecoles européennes qui s'en va, un des pionniers qui ont fait l'histoire des Ecoles européennes. Evoquer l'activité de M. DECOMBIS, c'est parcourir la vie même des Ecoles européennes.

C'est en 1952 que M. DECOMBIS, alors fonctionnaire de la Haute Autorité de la C.E.C.A. élaborait le plan de ce qui allait être la première Ecole européenne, celle de Luxembourg, créée par l'Association des Intérêts éducatifs et familiaux des fonctionnaires de la C.E.C.A. Pour ouvrir cette première école il fallait réellement partir de zéro, tout concevoir et tout réaliser avec des moyens souvent très modestes. Et lorsqu'il est question de cette période de gestation, comment ne pas évoquer aussi le nom de Monsieur VAN HOUTTE qui fut le grand promoteur des Ecoles européennes et avec lequel M. DECOMBIS forma un tandem dont l'entente fut parfaite et les efforts couronnés de succès.

Si une Association privée créait la première Ecole européenne, les responsables se rendirent rapidement compte que l'entreprise dépassait les possibilités d'un tel groupe et s'adressèrent aux gouvernements. Dès 1954, ceux-ci se constituèrent en Conseil supérieur et devinrent l'autorité responsable de l'Ecole européenne. En 1957 fut signé le Statut de l'Ecole européenne qui constitue encore aujourd'hui la charte des Ecoles européennes.

Si je rappelle cette page de l'histoire des Ecoles européennes c'est que le nom de M. DECOMBIS fut étroitement associé à tous les travaux de la naissance de l'Ecole européenne. Il fut un de ces bâtisseurs qui posèrent les fondations de l'édifice et il est permis de dire que celles-ci se révélèrent particulièrement solides. Si l'on relit le Statut de l'Ecole européenne, comment ne pas admirer la clairvoyance des rédacteurs - et ici je pense en premier lieu à Messieurs VAN HOUTTE et DECOMBIS - qui il y a vingt ans déjà songèrent à associer les parents et le personnel à la gestion de l'Ecole.

C'est tout naturellement que le Conseil supérieur confia à Monsieur DECOMBIS la direction de l'Ecole européenne de Luxembourg. Et Monsieur DECOMBIS la dirigea avec le succès, la compétence et le dévouement que l'on avait déjà pu admirer lors des travaux préparatoires.

C'est tout naturellement aussi qu'au moment où de nouvelles Ecoles européennes furent créées le Conseil supérieur confia la direction de l'une d'elles à Monsieur DECOMBIS. Et c'est ainsi que celui-ci fut appelé en 1960 à ouvrir l'Ecole européenne de Varese et à la diriger pendant onze ans. Il mit l'expérience acquise à Luxembourg au service de la nouvelle école et il eut la joie de laisser à son successeur une grande école, bien établie et fonctionnant à la satisfaction générale.

En 1971, le Conseil supérieur nomma Monsieur DECOMBIS à la tête de la plus grande des Ecoles européennes, celle de Bruxelles. Monsieur DECOMBIS y travailla avec le même acharnement et le même dévouement qu'à Luxembourg et à Varese. Il y rencontra de grandes difficultés dues avant tout aux dimensions de l'école, qui comptait jusqu'à 3.500 élèves. Il mit tout en oeuvre pour résoudre les problèmes innombrables qui se posaient chaque jour et dans la plupart des cas il parvint à trouver la solution adéquate.

Au moment où les activités de M. DECOMBIS auprès des Ecoles européennes sont sur le point de prendre fin, il est difficile de s'imaginer que son nom cessera d'être associé aux Ecoles européennes. En partant M. DECOMBIS pourra être fier de l'oeuvre qu'il a accomplie pendant un quart de siècle. Et ceux qui ont eu la chance de l'approcher n'oublieront pas ce qu'il a fait pour ces Ecoles qui sont une partie de lui-même.

A une époque de réalisme, où parfois les intérêts nationaux ont tendance à reprendre le pas sur les valeurs communautaires, il n'est pas inutile de rappeler que M. DECOMBIS fut dès la première heure un idéaliste convaincu, de la construction européenne.

Cet idéal il l'a vécu quotidiennement à Luxembourg, à Varese et à Bruxelles. Tout en respectant les origines et la culture de chacun, il agit constamment en européen convaincu pour lequel les barrières nationales ne peuvent plus exister.

Tous ceux qui ont été en contact avec M. DECOMBIS ont pu apprécier son honnêteté, sa compétence et son sens du devoir, toutes ces qualités qu'il mit constamment au service des jeunes européens dont il avait la responsabilité. Dès la première heure il a lutté pour l'unité de l'Ecole européenne. Il mit tout en oeuvre pour que celle-ci fût vraiment une école et non une réunion de six ou neuf écoles groupées sous un même toit.

Au nom du Conseil supérieur tout entier je tiens à exprimer à M. DECOMBIS ma profonde gratitude pour l'oeuvre accomplie. Et à ce travailleur infatigable je tiens à présenter mes meilleurs voeux pour une retraite très heureuse, au cours de laquelle il pourra, je l'espère, se livrer à toutes ses activités auxquelles la vie professionnelle ne lui a pas permis de se consacrer.

* * *

Arrivé au terme de ce rapport, je tiens bien entendu, comme chaque année, à exprimer mes très vifs remerciements à tous ceux qui ont contribué et contribuent au bon fonctionnement des Ecoles européennes.

J'ai déjà eu l'occasion de citer les Comités préparatoires et les Conseils interscolaires auxquels je réitère mes remerciements. Je voudrais remercier tout particulièrement le Comité administratif et financier qui a consacré de nombreuses heures au problème des taux de change? Je tiens à souligner le sérieux et le désir d'aboutir avec lesquels les membres du Comité administratif et financier ont traité ce problème délicat.

Et j'espère que cette question qui empoisonne littéralement la vie des Ecoles européennes trouvera aujourd'hui une solution équitable.

Mes remerciements vont naturellement aux Directeurs qui ont la lourde responsabilité de maintenir l'unité des Ecoles et de régler les nombreux problèmes qui se posent chaque jour ; je tiens évidemment à remercier les enseignants qui se consacrent à l'éducation et à la formation des jeunes gens et des jeunes filles qui leur sont confiés ; je sais qu'ils accomplissent de l'excellent travail ; j'adresse aussi des remerciements très cordiaux aux Associations de parents d'élèves, qui apportent toujours une collaboration franche et constructive aux Ecoles européennes que ce soit dans le cadre des Conseils d'administration, du Conseil, supérieur, du Comité pédagogique ou dans les contacts réguliers avec les Directions des Ecoles.

Mes remerciements vont - last but not least - au Comité du personnel qui comme dans le passé a apporté une contribution importante au bon fonctionnement des Ecoles européennes et qui constitue un des fondements de leur unité. Et enfin, je tiens à remercier le Conseil supérieur lui-même qui a la responsabilité générale des Ecoles européennes et qui veille à leur développement.

H. LEVARLET